

Attentes pour le budget fédéral 2023:

PRÉPARER L'AVENIR, ÇA COMMENCE AUJOURD'HUI!

OTTAWA, le 10 mars 2023 – Le député de Montarville, M. Stéphane Bergeron, a joint sa voix à celle du chef du Bloc Québécois, M. Yves-François Blanchet, et au porte-parole de cette formation politique en matière de Finances, M. Gabriel Ste-Marie, qui ont rendu publiques leurs attentes en vue du prochain budget fédéral, dont le dépôt est prévu le 28 mars prochain. Près de 80 mesures sont proposées, lesquelles sont toutes le fruit de consultations menées par l'ensemble de la députation bloquiste, depuis l'automne dernier, auprès de plus d'une centaine d'intervenants de partout au Québec œuvrant dans tous les domaines.

«Les crises à répétition qu'on vit depuis trois ans ont révélé bien des problèmes. D'abord, la COVID a démontré que notre système de santé avait été fragilisé par le sous-financement chronique du fédéral, tandis que les graves lacunes du régime d'assurance-emploi ont forcé l'adoption d'une série de programmes coûteux conçus sur un coin de table. On ne doit plus revivre ça! La réouverture soudaine de l'économie a exposé d'autres problèmes: pénurie de logements, pénurie de main-d'œuvre accentuée par le vieillissement de la population et une grande fragilité de notre secteur manufacturier. Et voilà que l'agression russe contre l'Ukraine frappe nos agriculteurs qui doivent payer le fort prix pour leurs engrais, en plus de nous rappeler l'urgence de se sortir de notre dépendance au pétrole. Le gouvernement n'a réglé aucun de ces enjeux fondamentaux», de déclarer M. Blanchet.

«L'annonce du gouvernement libéral concernant la santé n'a strictement rien réglé; avec l'inflation, la contribution fédérale ne couvrira toujours que 24% du total du coût des soins de santé. Le déséquilibre fiscal, qui continue de favoriser indûment le gouvernement fédéral, entraîne un sérieux manque à gagner pour le Québec et les provinces, qui voient la facture des soins de santé exploser, ce dont les personnes malades sont ultimement victimes. Ça ne peut continuer ainsi! Ottawa, qui s'était engagé à payer 50% de la facture, doit faire sa part. Les provinces se sont montrées raisonnables et n'ont exigé de sa part qu'il augmente sa contribution, de telle sorte qu'elle représente, à terme, 35% du total du coût des soins de santé. Il est temps qu'il tienne parole!», d'ajouter M. Bergeron.

«Parlant de tenir parole, a-t-il poursuivi, le gouvernement libéral doit aussi respecter ses engagements en matière de développement international. Alors que l'ONU a fixé à 0,7% du PIB le niveau d'aide publique au développement devant être fourni par les pays industrialisés, le Canada végète depuis des années sous la barre du 0,3%... Il ne cesse de répéter, la main sur le cœur, qu'il compte faire en sorte d'atteindre cet objectif à terme; cela requiert une volonté politique qui semble lui faire défaut et un réinvestissement conséquent qui donne lieu à un accroissement permettant d'entrevoir le moment où ledit objectif pourrait enfin être atteint.»

Le Comité permanent des Finances de la Chambre des communes, dont est membre M. Ste-Marie, a soumis au gouvernement, le 10 mars dernier, la recommandation suivante: «Que le gouvernement du Canada accroisse graduellement son enveloppe d'aide internationale afin de se conformer à son engagement d'augmenter de façon prévisible et soutenue l'aide qu'il apporte chaque année au développement international, de mieux se préparer aux futures pandémies, de faire progresser l'action climatique et d'assurer une reprise juste, inclusive et durable dans le monde». Le porte-parole du Bloc Québécois en matière de Finances a d'ailleurs écrit à la ministre Freeland pour attirer son attention sur cette recommandation, qu'endosse sans réserve sa formation politique et qui était encore plus explicite dans sa version originale.

«S'il est une chose que la pandémie nous a enseignée, c'est que ce qui se passe à l'autre bout de la planète aura inévitablement des incidences chez nous. On le voit également avec la guerre en Ukraine, qui a accentué l'insécurité alimentaire à travers le monde et donné lieu à une inflation galopante minant la croissance économique. Cela a pour effet d'accroître le niveau de précarité dans les pays en développement et, conséquemment, les besoins. Il importe donc plus que jamais d'intensifier nos efforts en matière de coopération internationale, d'autant que le nécessaire soutien à l'Ukraine a parfois donné lieu à un détournement des sommes normalement dévolues à l'hémisphère Sud, qui ne se sent déjà guère concerné par ce qui est souvent considéré là-bas comme une "querelle entre pays riches"... Si le Canada veut enfin être à la hauteur de sa réputation surfaite en matière d'aide au développement, il est grand temps que ses bottines suivent enfin ses babines», insiste le député de Montarville.

Revenant aux attentes pré-budgétaires de sa formation politique, M. Bergeron s'est ensuite attardé à la situation des aînés: «Le désengagement du fédéral fait aussi sentir ses effets au niveau du pouvoir d'achat des aînés. Ottawa, qui leur doit cette prospérité lui ayant permis de se montrer si généreux envers tout le monde, sauf eux, doit agir pour préserver leur pouvoir d'achat, qui périclité et risque donc de plomber encore davantage l'économie».

Les attentes du Bloc Québécois peuvent être synthétisées en six grandes demandes que voici:

1. Hausser les transferts en santé tel que demandé par le Québec et les provinces, et, en lien avec cette demande, entreprendre le règlement du déséquilibre fiscal;
2. Appliquer la hausse de la Sécurité de la vieillesse dès 65 ans;
3. Mettre en place la réforme de l'assurance-emploi dès maintenant;
4. Suspendre la taxe de luxe sur les aéronefs durant le temps requis pour en corriger les effets pervers, qui menacent quelque 2 000 emplois dans le domaine de l'aéronautique;
5. Réformer les services fédéraux pour éviter les ratés et délais actuels (IRCC, vétérans francophones, assurance-emploi, services frontaliers, etc.);
6. Accroître l'appui financier du gouvernement fédéral pour l'éducation en français à l'extérieur du Québec, de telle sorte qu'il reflète la hausse des coûts.

Le document du Bloc Québécois comporte également toute une série de demandes dans divers secteurs, afin de s'attaquer aux problèmes touchant, entre autres, le logement, le pouvoir d'achat des aînés, la pénurie de main-d'œuvre, l'inflation, les changements climatiques et le virage vert, l'agriculture, l'économie québécoise et ses secteurs de pointe.

«Il est primordial de faire en sorte que le Québec, qui a une vision claire de ce qui doit être fait pour lui permettre de déployer son plein potentiel, dispose des ressources nécessaires à cet effet, ce qui requiert qu'on s'attaque au déséquilibre fiscal, notamment en rehaussant la contribution fédérale pour le financement des soins de santé. Le statu quo ne peut plus durer... L'avenir se prépare en tablant sur les forces du Québec, qui auront d'autant plus d'importance dans l'économie du futur. Si on veut sortir plus forts de la période de bouleversements que nous vivons actuellement, il est nécessaire de s'appuyer sur des bases solides pour la suite des choses. C'est exactement ce que les propositions du Bloc Québécois ont pour objectif de réaliser», a conclu Stéphane Bergeron.

Source: Jeanne-Lise Devaux Pelier, agente de communications
Bureau du député Stéphane Bergeron
@ jeanne-lise.devauxpelier.349@parl.gc.ca
☎ 450 922-BLOC (2562)